

Rapport de contrôle de l'inspection des installations classées		
Référence : 20180702-RAP-DAEN0533		
Nom et adresse de l'établissement contrôlé		Code DREAL
Société AGRANA FRUIT FRANCE 435 avenue Victor Hugo 26000 VALENCE		S3IC 61-2760 Priorité DREAL <input type="checkbox"/> PN <input type="checkbox"/> AE <input checked="" type="checkbox"/> SP <input type="checkbox"/> Autre Régime <input type="checkbox"/> A <input checked="" type="checkbox"/> E <input type="checkbox"/> D <input type="checkbox"/> NC SEVESO <input type="checkbox"/> HAUT <input type="checkbox"/> BAS
Activité principale : transformation de fruits pour l'industrie agro-alimentaire		
Date du contrôle : 28/06/2018		
Inspecteur(s) : Elodie MOUROUX		
Type de contrôle		
<input type="checkbox"/> Inspection approfondie <input checked="" type="checkbox"/> Inspection courante <input type="checkbox"/> Inspection ponctuelle	<input checked="" type="checkbox"/> Inspection annoncée <input type="checkbox"/> Inspection inopinée	<input checked="" type="checkbox"/> Inspection planifiée <input type="checkbox"/> Inspection circonstancielle
Circonstances du contrôle		
<input checked="" type="checkbox"/> Plan de contrôle de la DREAL <input type="checkbox"/> Incident/Accident du ..... <input type="checkbox"/> Plainte <input type="checkbox"/> Autre :		
Thème(s) du contrôle <ul style="list-style-type: none"> <li>• Situation administrative</li> <li>• Eau</li> </ul>		
Principale(s) installation(s) contrôlée(s) <ul style="list-style-type: none"> <li>• extérieurs</li> </ul>		
Référentiel(s) du contrôle <ul style="list-style-type: none"> <li>• Arrêté préfectoral n°2014276-0011 du 03/10/2014</li> <li>• Arrêté préfectoral n°1357 du 08/04/1997</li> <li>• Arrêté préfectoral de mise en demeure n°2014280-0028 du 07/10/2014</li> </ul>		
Personne(s) rencontrée(s) et fonction(s)		
Nom	Société	Qualité
M. Raphaël JOLLIVET	AGRANA	Directeur de site
M. Emmanuel BOUTON	AGRANA	Responsable technique
M. Edith PONCET	AGRANA	Responsable SE
Copies	<input checked="" type="checkbox"/> Exploitant DREAL : <input checked="" type="checkbox"/> Chrono <input type="checkbox"/> PRICAE <input checked="" type="checkbox"/> Subdivision 5 <input type="checkbox"/> Autre :	

## Constats de l'inspection

### I – Contexte

La société AGRANA FRUIT FRANCE exerce une activité de transformation de fruits pour des produits laitiers, des glaces et des pâtisseries. Le site a été construit en 1930 pour être exploité en tant que gare frigorifique par la société STEF. L'activité de préparation de fruits a débuté en 1963 et le site a été vendu en 1989 à la société SIAS MPA (groupe PERNOD RICARD). En 2005, SIAS MPA a été rachetée par le groupe autrichien AGRANA pour former AGRANA FRUIT FRANCE en 2006. Le principal client du site est DANONE (70 % des produits). La capacité de l'usine est de 40 000 t par an. La baisse de vente des yaourts aux fruits induit une baisse de production : les volumes 2018 seront d'environ 30 000 t. Le site fonctionne en 3x8 5 jours par semaine. Les préparations de fruits sont conditionnées en containers de 400 ou 800 L et en seaux. Les fûts sont récupérés et lavés sur site. Les principales opérations de lavage sont effectuées le vendredi.

Le site est classé comme suit :

Nature des activités	Installations concernées et volume des activités	Numéro de la rubrique	Régime
Préparation ou conservation de produits alimentaires d'origine végétale, par cuisson, appertisation, surgélation, congélation, lyophilisation, déshydratation, torréfaction, etc à l'exclusion du sucre, de la fécule, du malt, des huiles et des aliments pour le bétail, mais y compris les ateliers de maturation de fruits et légumes.	120 tonnes/jour (quantité de matières entrantes)	2220.B.2.a	E
Ammoniac	181 kg	4735.1.b	DC
Entrepôts de stockage de matières combustibles	530 tonnes et 6385 m <sup>3</sup>	1510	DC
Installation de combustion au gaz naturel	8,25 MW	2910.A.2	DC

Nombre d'employés : environ 120

Projets : /

### II – Principaux constats effectués lors de la visite d'inspection

#### 2.1 Suites données à la précédente inspection du 12/07/2017

Cette inspection avait uniquement pour objet la vérification du respect d'une partie de l'arrêté de mise en demeure du 07/10/2014. Aucune autre suite n'a été donnée.

#### 2.2 Suivi de l'arrêté de mise en demeure

Par arrêté du 07/10/2014, la société AGRANA a été mise en demeure de séparer les réseaux eaux pluviales et eaux industrielles et de raccorder les eaux de chaufferie aux eaux industrielles au 31/05/2018 (article 4.3.1 de l'arrêté préfectoral du 08/04/1997).

Au jour de la visite, les travaux de séparation des réseaux sont bien avancés mais ne sont pas encore totalement finalisés. Il manque encore un puits d'infiltration et la collecte des eaux de chaufferie dans des bacs tampon (pour abaisser la température) avant envoi dans le réseau eaux industrielles. L'exploitant a indiqué avoir eu des problèmes avec son prestataire mais s'est engagé à finaliser les travaux au 31/08/2018. L'inspection a constaté que de nouveaux puits d'infiltration ont été mis en place et que les réseaux ont été modifiés en ce sens. L'exploitant a installé 4 débourbeurs-séparateurs d'hydrocarbures pour traiter les eaux de voirie avant infiltration.

## 2.3 Thèmes

### • SITUATION ADMINISTRATIVE

L'exploitant indique ne pas avoir eu de modification sur ses installations susceptibles d'avoir un impact sur son classement ICPE.

### • EAU

**Autosurveillance [4.5.1 et 4.6.1 de l'article 2 de l'arrêté du 08/04/1997] :** problème pH en début année 2018 (trop acide). L'exploitant indique avoir arrêté l'emploi régulier d'acide citrique pour nettoyer les cuves et que depuis cette modification, les résultats pH sont revenus à la normale. Il a présenté les résultats du mois de mai 2018 : aucun problème de pH.

**Convention de rejets [4.4.2 de l'article 2 de l'arrêté du 08/04/1997] :** la convention va être révisée car elle prend fin en novembre 2018. Les services de l'agglomération ont déjà pris contact avec l'industriel.

**Suivi des paramètres métaux [4.6.1 de l'article 2 de l'arrêté du 08/04/1997] :** l'exploitant ne réalise pas le suivi annuel des paramètres métaux, cyanures, phénols, fluorures.

**Rétention des eaux incendie [article 4.7.2.4 de l'article 2 de l'annexe à l'arrêté du 08/04/1977 modifié]**

L'exploitant indique que les dispositifs de rétention des eaux incendie n'ont pas encore été tous mis en place en amont de 6 puits d'infiltration (système de ballons gonflables). Il a présenté le devis validé du 11/05/2018 et un courriel du 28/06/2018 indiquant que la commande va être envoyée.

Un dispositif est en place pour le reste du site. A noter que le nombre d'actions à mener par la personne d'astreinte hors heures ouvrées pour la mise en rétention du site est important (plus d'une dizaine) et que cela est susceptible de compliquer la tâche à accomplir.

### RSDE

A l'issue de l'étude technico-économique de décembre 2013, la seule piste de réduction des émissions du tributylétain envisageable était la substitution des produits de nettoyage. Par courrier du 03/02/2014, l'inspection a entériné l'arrêté de la surveillance pérenne RSDE. Cependant, il conviendra de s'assurer tout de même de la suppression du tributylétain dans les produits nettoyants.

**Mise en œuvre SDAGE Rhône Méditerranée 2016-2021 (mesures OF 5A, OF5C et OF5D) [article 25 de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 pour les sites 2220 (E)]**

Dans le cadre de l'évolution de la réglementation en matière de réduction des substances dangereuses dans l'eau, il conviendra de vérifier si les substances suivantes sont présentes dans les rejets industriels :

Glyphosate (code SANDRE : 1506) VLE à 28g/L si le rejet dépasse 1g/j applicable au 01/01/2020

AMPA (code SANDRE 1907) : VLE à 450 µg/L si le rejet dépasse 1g/j applicable au 01/01/2020

n°	Écarts constatés	Demandes d'actions	Délai
NC1	L'exploitant ne réalise pas le suivi annuel des paramètres métaux, cyanures, phénols, fluorures.	L'exploitant doit réaliser un suivi annuel de l'ensemble des paramètres de ses rejets aqueux visés au 4.5.2 de l'article 2 de l'arrêté du 08/04/1997 conformément au 4.6.1 de ce même article. Les résultats doivent être transmis via GIDAF.	31/12/18
NC2	Il manque une partie du dispositif de rétention des eaux d'incendie sur les puits d'infiltration des eaux pluviales.	L'exploitant doit disposer d'un système permettant de retenir l'intégralité des eaux incendie sur site conformément au 4.7.2.4 de l'article 2 de l'annexe à l'arrêté du 08/04/1977 modifié. Des justificatifs devront être envoyés.	30/09/18
O1	A noter que le nombre d'actions à mener par la personne d'astreinte hors heures ouvrées pour la mise en rétention du site est important (plus d'une dizaine) et que cela est susceptible de compliquer la tâche à accomplir.	L'exploitant veillera à optimiser les opérations nécessaires pour la mise en rétention du site en cas d'incendie et à former convenablement le personnel en charge de la mise en œuvre du dispositif. Une information claire des services de secours sur l'emplacement de ces dispositifs est également nécessaire (plan d'accueil des secours).	/
O2	L'exploitant ne s'est pas assuré de l'absence de tributylétain dans les produits nettoyants.	Il conviendra de s'assurer de la suppression du tributylétain dans les produits nettoyants.	31/12/18
O3	/	Il conviendra que l'exploitant réalise un suivi de ses rejets aqueux industriels sur les paramètres Glyphosate (code SANDRE : 1506) et AMPA (code SANDRE 1907) au titre de l'article 25 de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 et que ces résultats soient transmis à l'inspection par courrier ou courriel.	31/12/18

**Suites données par l'inspection**

- ☒ Observations ou non conformités à traiter par courrier
- ☐ Proposition de suites administratives (APMD, amende administrative, consignation, etc.)
- ☐ Proposition de renforcement, modification ou mise à jour des prescriptions
- ☒ Autre(s) : proposition de prorogation de l'arrêté de mise en demeure

**Synthèse des suites :**

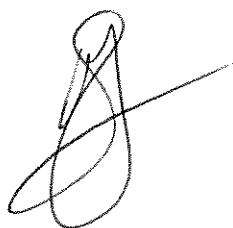
Cette visite a permis de relever des non-conformités vis-à-vis des prescriptions examinées, ainsi que des points faisant l'objet d'observations. L'exploitant devra fournir selon les délais mentionnés dans le présent rapport, les éléments permettant de justifier de la mise en œuvre des actions correctives nécessaires pour les lever.

Par ailleurs, concernant le suivi de l'arrêté de mise en demeure du 07/10/2014, au vu des enjeux (envoi des eaux pluviales dans le réseau eaux usées) et considérant que l'exploitant a tenu ses engagements sur les autres points de l'arrêté de mise en demeure, désormais soldés, l'inspection propose d'accorder une prorogation de la mise en demeure jusqu'au ~~30/09~~ 30/07/2018.

**Signature de l'inspecteur**

le 02/07/2018

L'inspecteur de l'environnement

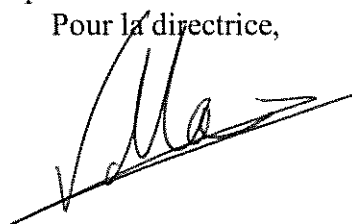


Elodie MOUROUX

**Vérificateur/Approbateur**

le 05/07/2018

L'adjoint au chef de l'unité  
inter-départementale Drôme-Ardèche  
Pour la directrice,



Boris VALLAT